Gauche/droite : des catégories politiques inutilisables

En 1998, le philosophe marxiste italien Costanzo Preve publiait un livre intitulé *Destra e Sinistra. La natura inservibile di due categorie tradizionali* (“Droite et gauche. La nature inutilisable de deux catégories traditionnelles », Editrice Petite Plaisance). Ce livre était une réponse (indirecte) à celui de Norberto Bobbio, *Destra e sinistra*, paru en 1994 qui défendait la pertinence de cette distinction. Perry Anderson, dans la *New Left Review,* avait critiqué Bobbio, lui faisant remarquer que les étiquettes durent souvent bien après qu’elles ont perdu toute signification politique. À Rome, les partisans des courses des différentes équipes de courses de chars avaient des couleurs distinctes. Les Verts étaient soutenus par le peuple et l’aristocratie soutenait les bleus. Ces divisions entre verts et bleus survécurent à Byzance, mais elles avaient perdu leur signification sociale originaire.

Les catégories dans lesquelles nous avons pris l’habitude de penser la politique depuis plus de deux siècles doivent être réexaminées sérieusement. Pour penser, nous avons besoin de catégories tout comme pour parler nous avons besoin de noms, de verbes, d’adjectifs et d’autres termes grammaticaux. Et pour penser la politique, nous avons besoin de catégories politiques. Encore faut-il qu’elles soient utiles, c’est-à-dire qu’elles aident à clarifier nos propos. Or, à l’évidence, ce n’est plus le cas avec les mots « droite » et « gauche ».

Aperçu historique

Droite et gauche, on l’a souvent dit, renvoient à une géographie parlementaire qui date de la Révolution française : à droite se sont rangés en 1789 les partisans du droit de veto royal et à gauche ses adversaires. Autorité contre liberté, pouvoir royal contre démocratie, la scène est en train de se mettre en place.

- La droite était autoritaire et la gauche libérale.
- La droite défendait l’autel et le trône et la gauche était plutôt républicaine et souvent libre-penseuse.

Mais droite et gauche étaient d’accord pour défendre la propriété privée des moyens de production et la liberté du marché. Voilà le plus important ! Voilà ce qu’on ne devrait jamais oublier !

Le mouvement ouvrier, lui, se situait, dès ses premiers pas, en dehors de cette division qui ne concernait finalement que les classes dominantes. Quelle que soit la forme du gouvernement, ce n’était toujours qu’une forme de domination de la classe dominante — le conseil d’administration des affaires communes de la bourgeoisie. Pendant ce temps-là, les droits restent des droits abstraits. Riches et pauvres ont également le droit de coucher sous les ponts, ironisait Anatole France.

Encore faut-il nuancer. Les marxistes, assez vite, ont compris l’intérêt des formes démocratiques et parlementaires pour faire avancer la cause du socialisme. Les dernières élaborations de Marx et Engels envisageaient la possibilité d’un passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire. Quand Clemenceau présenta en 1880 son programme de transformation radicale de la république, Marx et Engels pensèrent que les socialistes français devraient le soutenir, car « une république à la Clémenceau » aurait été une grande avancée pour le socialisme. Mais il faut préciser qu’il n’était nullement question d’une sorte de bloc gouvernemental entre socialistes et radicaux.

C'est avec l'affaire Dreyfus que les choses changent. Après quelques hésitations, les socialistes décident de rejoindre le camp des « dreyfusards ». Si les socialistes hésitaient, c'est parce qu'ils voyaient dans l'affaire Dreyfus un règlement compte au sein de la classe dominante… Donc, les socialistes, qui sont républicains dans leur grande majorité, s'allient avec les radicaux qui se disent aussi « radicaux socialistes », partisans de la propriété privée des moyens de production, mais prêts à introduire de nombreux correctifs pour éviter que les antagonismes de classes ne déchirent le pays. L'alliance est scellée en 1899, au tournant du siècle, et elle débouchera en 1902 sur le premier gouvernement auquel participent des socialistes « indépendants » comme Millerand. À ce gouvernement participe aussi le général Gallifet, un des massacreurs de la Commune de Paris. Voilà l'acte de naissance de la gauche : de la Commune à Gallifet.

C'est ce véritable acte de naissance de cette gauche réformiste qui va jouer un si grand rôle au cours du XXe siècle. C'est à cette époque que commence à prendre forme la notion de « discipline républicaine », c'est-à-dire l'idée que, face à la droite, les candidats de gauche devaient toujours faire bloc. Les radicaux étaient d'autant plus favorables à cette discipline qu'ils en étaient souvent les premiers bénéficiaires : le bloc des gauches était le bloc du cavalier radical et du cheval socialiste !

Jusqu'à la fin des années 1980, la division droite/gauche recoupait aussi, partiellement, une double division de classes : classes laborieuses et bourgeoisie « éclairée » contre le capital financier et la réaction.

On va retrouver des processus analogues dans la plupart des grandes nations capitalistes développées. Le *Labour party* est créé en 1893 pour envoyer au Parlement une délégation des syndicats. Ramsay MacDonald deviendra le premier Premier ministre britannique en 1924. La social-démocratie allemande, travaillée dès avant 1914 par de fortes tendances réformistes, se ralliera à l'Union Sacrée dans la Première Guerre tout comme la SFIO le fera de son côté. Chacun dans ses tranchées, les camarades des congrès socialistes s'entretueront joyeusement. Bref, un peu partout les mêmes processus sont à l'œuvre qui voient un « embourgeoisement » des partis ouvriers et des alliances entre ces partis et la droite « progressiste ». C'est cela qui va former la « gauche ». Aux États-Unis, les partis socialistes et communistes ne parviendront jamais à percer électoralement, car le système est bien verrouillé pour le pouvoir reste aux mains des deux grands partis et, car, le cas échéant, la prétendue démocratie américaine n'hésite jamais à abattre les socialistes ou les communistes par une répression impitoyable. La gauche va donc être entièrement absorbée par les « démocrates », qui unissent des vieux sudistes et des bourgeois progressistes qui trouvent utile de nouer des alliances avec les chefs syndicaux, au moment les syndicats sont en pleine ascension (on songera ici à la grande grève des Teamsters de 1934 et à la formation d'un puissant syndicat d'industrie, le CIO, remplaçant les syndicats de métier.

Face aux menaces d'un mouvement ouvrier qui n'a cessé de se renforcer, une partie de la bourgeoisie est prête à lâcher du lest et ceci d'autant plus qu'elle comprend que des réformes sociales peuvent aussi être utiles au développement à long terme du mode de production capitaliste. Tant que le socle reste capitaliste, d'importantes lois sociales font faire entrer des principes « socialistes » au sien même de la société bourgeoise. Un exemple est assez connu : celui des congés payés, grande conquête de la grève générale de juin 1936, avaient déjà été envisagés par le patronat, notamment dans l'automobile, qui constatait la nécessité d'arrêter les chaînes une fois par an pour

permettre des travaux de révision et d'entretien. On peut remonter dans le temps et rappeler que Bismarck avait mis en place une protection sociale très large, à la fois comme moyen de couper l'herbe sous le pied des socialistes, contre qui il avait pris de nombreuses lois, mais aussi comme élément stabilisateur du capitalisme. Le *New Deal* de Roosevelt avait pour fonction de sauver le mode de production capitaliste après la grande crise de 1929…

Aujourd'hui

Comment comprendre la condition de possibilité de cette « gauche » du XXe siècle, à la fois ouvrière et bourgeoise, socialiste et capitaliste ? J'y vois deux causes essentielles :

1) Le développement du mode de production capitaliste peut utiliser les réformes sociales comme élément stabilisateur, « anticyclique » et comme moyen d'ouvrir de nouveaux champs d'accumulation du capital (les loisirs se sont développés avec les congés payés, tout comme le marché de la santé se développe avec les assurances sociales).

2) Il s'agit aussi de faire face à la lutte des classes et aux menaces que le socialisme et le communisme font peser sur la domination capitaliste. Les réformes sont ainsi des sous-produits de mouvements sociaux potentiellement révolutionnaires.

Mais c'est cela qui se termine à la fin du XXe siècle avec la fin de l'URSS, du « socialisme réellement existant » et des partis communistes, la décomposition des partis sociaux-démocrates et la création de nouveaux magmas centristes comme le New Labor de Tony Blair ou le PD italien. Une nouvelle phase du mode de production capitaliste s'ouvre, baptisée néolibéralisme, mondialisation, etc., dans laquelle il s'agit d'abord de recherche les voies et les moyens d'un nouveau développement de l'accumulation du capital et donc de faire sauter toutes les barrières politiques et sociales qui pouvaient l'entraver. Dans cette nouvelle phase, il s'agit non pas de supprimer l'État ou de mettre en œuvre les rêveries libertariennes de « l'État minimal ». Il s'agit de détruire les nations comme cadre de l'action politique possible pour les peuples en général, pour la classe ouvrière en particulier, en prenant appui sur la puissance des États qui restent seuls à même d'affronter les mouvements populaires, tout en dissimulant cette puissance derrière la prétendue « gouvernance » supranationale.

Loin de résister à ce cours nouveau du capital à l'échelle mondiale, la « gauche » va très vite en devenir un des moteurs essentiels, la délestant de sa composante populaire, ouvrière en particulier, pour devenir l'organisation politique de la petite-bourgeoisie intellectuelle cosmopolite, de ce que Jean-Pierre Chevènement avait nommé les « élites mondialisées ». Comment cela a-t-il été possible ?

Il faut d'abord revenir sur ce qu'a été le noyau de cette gauche, c'est-à-dire la social-démocratie, le grand parti ouvrier, que les partis communistes n'ont pu concurrencer qu'en devenant eux-mêmes des sortes de partis sociaux-démocrates si l'on s'en tient aux cas français et italiens.

(1) Dans mon livre *Le cauchemar de Marx,* publié en 2009, j'avais donné une explication générale. Dans un chapitre intitulé « La social-démocratie ou le mythe du parti ouvrier », j'expliquais : « La réalité de la social-démocratie internationale est qu'elle ne fut jamais l'organisation du prolétariat en vue de l'abolition du salariat et du patronat, mais bien au contraire l'organisation de l'intégration de la classe des salariés au fonctionnement du mode

de production capitaliste. Loin de stimuler l'auto-organisation, l'activité autonome des ouvriers, elle fut surtout un instrument d'encadrement de la protestation ouvrière. Insistons : elle est cela dès l'origine, même si les initiateurs de l'entreprise n'en étaient pas conscients et prononçaient lors des banquets et des meetings des discours révolutionnaires ronflants. Organisation ouvrière, la social-démocratie liait son destin au maintien d'une classe ouvrière forte et disciplinée, et donc, qu'on le veuille ou non, au maintien et au développement du mode de production capitaliste ». L'évolution « réformiste », c'est-à-dire « à gauche », de la social-démocratie est donc parfaitement compréhensible. Il est inutile de parler de « trahison » comme l'ont fait les amis de Lénine, puis les trotskistes.

(2) Je poursuis ma lecture sur le conservatisme foncier de la social-démocratie : « Et pourtant, on pouvait déjà pressentir combien ce marxisme n'était que l'arôme spirituel qui enveloppait l'ascension d'une nouvelle élite bourgeoise ou petite-bourgeoise faisant valoir ses droits par ses capacités à déplacer les bataillons ouvriers comme une armée en campagne. Rosa Luxemburg a perçu très tôt ce qu'était en fait cette social-démocratie allemande que Lénine prenait pour un modèle à imiter. Georges Sorel, très lié à l'anarcho-syndicalisme français, théoricien de la grève générale et de la violence ouvrière comprend d'emblée le caractère profondément conservateur de la social-démocratie et annonce "la décomposition du marxisme" dans un ouvrage éponyme daté de 1908. Sorel s'en prend violemment aux "disciples" de Marx qui se sont surtout fait remarquer par de "si nombreuses fantaisies", notamment Paul Lafargue. » L'évocation du « droit à la paresse » parmi les « fantaisies » marxistes nous rappelle combien nombreux sont les « penseurs » marxistes » qui se sont dévoués à la fabrication d'illusions rassurantes pour aider les ouvriers à accepter leur sort — selon les mêmes méthodes que les religions qui vendent de la vie éternelle bienheureuse en compensation de larmes que l'on verse dans le monde d'ici-bas.

(3) La social-démocratie n'a jamais été révolutionnaire, non pas parce qu'elle n'était pas un « parti ouvrier », ou parce qu'elle serait devenue un « parti ouvrier bourgeois » ou un parti des « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise » (pour reprendre ici les expressions classiques des léninistes et des trotskistes), mais précisément parce qu'elle était un pur parti ouvrier, un parti fondé d'abord sur la défense des conditions de vie de la classe ouvrière. Or défendre la condition ouvrière, c'est défendre la condition de la classe ouvrière dans la société capitaliste et rien d'autre. Et l'idée qu'un tel parti soit naturellement en quelque sorte le foyer d'un mouvement de transformation révolutionnaire de la société est une illusion, l'illusion constitutive du marxisme réel, de ce marxisme orthodoxe qui a dominé largement la vie politique et intellectuelle pendant un siècle.

Voilà ce qui est la colonne vertébrale de la gauche classique. Voyons maintenant comment tout cela s'effondre à la fin du XXe siècle.

Il y a tout d'abord la dynamique même de la social-démocratie (un terme générique où il faut englober les syndicats là où il n'existe pas de parti social-démocrate, comme aux États-Unis. Les partis de la II^{e} Internationale dépendent de l'existence d'un État social, des libertés politiques de base et d'un minimum de droits ouvriers, mais ils dépendent aussi de l'existence d'un capitalisme assez fort pour accepter ces conditions générales. Donc les raisons qui font de ces partis socialistes et sociaux-démocrates des partis ouvriers sont aussi celles qui expliquent pourquoi ils peuvent

prendre fait et cause pour leur propre classe capitaliste, voire pour la classe capitaliste du pays capitaliste dominant — comme c'est le cas des partis sociaux-démocrates européens souvent bien plus américanophiles que les diverses classes capitalistes européennes.

Voilà qui explique la pénétration de l'européisme au cœur même de la social-démocratie. Ce n'est ni son « social-patriotisme », ni son américanophilie, ni son appui à l'impérialisme et au colonialisme qui discréditent la social-démocratie comme parti ouvrier. Chaque parti socialiste défend « ses » ouvriers, « sa » classe ouvrière, celle qu'il encadre plus ou moins complètement, face à la concurrence. De meilleures conditions de vie et les avantages sociaux ne peuvent être négociés qu'avec un capitalisme assez puissant et assez riche pour les concéder. Et donc la lutte de classes à l'intérieur d'une formation capitaliste nationale est conciliable avec le soutien des partis et syndicats ouvriers à leur capitalisme face aux autres capitalismes, exactement comme les ouvriers d'une entreprise préfèrent toujours que leur entreprise soit en bonne santé face à la concurrence. Non seulement cette politique « nationale » est conciliable avec la lutte de classes, mais elle peut même prendre un tour Marx n'avait pas prévu que le développement du mouvement ouvrier suive cette voie, mais c'est un fait qui trouve une explication parfaitement « marxienne », c'est-à-dire sans faire à appel à la méchanceté ou à la bonté des individus et sans soupçonner des complots malveillants, en s'en tenant sur le terrain de la dynamique des rapports sociaux de production et d'échange.

Une fois qu'on a compris cela, on comprend du même coup la suite des événements. Progressivement, la social-démocratie s'appuie de plus en plus uniquement sur les couches supérieures de la classe ouvrière (celles qui sont les mieux intégrées), puis surtout sur les professions intellectuelles étatiques et elle perd progressivement tout lien avec la masse des ouvriers. Plus elle réussit socialement, plus la social-démocratie prépare sa propre mort politique. Remarquons qu'on peut suivre les mêmes processus au sein du PCF. Il avait lié son sort à l'Union soviétique et il l'a suivie dans sa chute. Mais les choses étaient enclenchées bien avant 1989. Parti ouvrier, par ses cadres et sa composition sociale, le PCF commence à devenir au début des années 70 un parti des intellectuels. Ce sont eux qui prennent le pouvoir et entament le long déclin du parti. Le cas du PCI est encore différent. Le PCI est un parti puissant qui gouverne de fait une partie de l'Italie, particulièrement dans les régions rouges d'Émilie-Romagne et de Toscane. Il est une puissance économique par le biais des coopératives et du réseau bancaire. Dans un pays où l'État est traditionnellement faible, le PCI est un facteur d'ordre. Mais comme en Union soviétique, la couche dirigeante commence à trouver les contraintes de l'adhésion formelle au communisme trop pesantes. Comme les bureaucrates soviétiques, il arrive un moment où les bureaucrates staliniens italiens adoptent le mot d'ordre « prends l'oseille et tire-toi ! » Ce qui explique que la décomposition du PCI va plus vite et plus loin que celle du PCF. Dès 1991, au congrès de Bologne, il s'auto-dissout pour devenir un parti social-démocrate puis un parti bourgeois centriste presque comme les autres.

Si je m'en tiens au cas français, mais là encore il faudrait faire un état des lieux plus complet au plan européen et au-delà, alors on va voir que non seulement la social-démocratie a accompagné l'évolution du mode de production capitaliste, mais qu'elle en a même été l'avant-garde. Qu'une fraction considérable de l'appareil du PS ait terminé sa course dans les bras de Macron, c'est parfaitement logique. Macron est bien un « homme de gauche », mais un homme de gauche conforme à ce qu'est devenue la gauche.

Rappelons quelques faits :

- En 1982, le PS au pouvoir renonce à son programme « socialiste » pour préserver son européisme. Les dirigeants appellent cela « parenthèse », mais cette parenthèse ne s'est jamais refermée. Elle est un changement complet de direction.
- Le PS va assumer les plans de restructuration industrielle qu'il avait combattus. C'est la liquidation de la sidérurgie et d'un des gros bastions de la classe ouvrière. Fabius assume : il fait « le sale boulot » et, avec Mitterrand se prononce pour "la France qui gagne". C'est le lancement du "cauchemar des années 80" (voir le livre de F. Cusset : *La décennie. Le cauchemar des années 80*, La Découverte).
- En 1989, après la réélection de Mitterrand, la gauche va faire adopter "l'acte unique européen" et organise la dérégulation du système bancaire. Il est faux et archi-faux de peindre la gauche comme "enchaînée à l'Europe". Elle n'est pas "enchaînée", elle est l'élément moteur, elle anticipe sur les demandes allemandes — par exemple, c'est Mitterrand qui a inventé la clause de 3 % de déficit pour le budget de l'État. Tout cela est couronné par Maastricht (1992) qui voit le "oui" passer de justesse. Et là nous avons un indice et même plus qu'un indice : les classes populaires ont voté "non" ; les départements "socialistes" (Nièvre, Pas-de-Calais, etc. ont voté « non ». Maastricht, c'est la première grande fêlure qui devient rapidement une fracture.
- 1991 : Mitterrand et la gauche s'engagent derrière l'impérialisme US dans la première guerre d'Irak. Ensuite la "gauche plurielle" revenue au pouvoir par inadvertance en 1997, participe à l'opération contre la Serbie et aux bombardements "humanitaires" sur Belgrade. Elle est engagée jusqu'au cou dans la pulvérisation des Balkans et donne son appui plein et entier à l'organisation mafieuse kosovare de l'UCK. En 2001, c'est encore la gauche qui part derrière Bush Jr. en Afghanistan. De même, elle appuiera [Mélenchon inclus] l'opération de Sarkozy contre la Lybie [2011], puis on aura la politique syrienne avec le soutien à AlQaida (« le front Al Nosra fait du bon boulot » disait Fabius, 2016).
- Inutile de refaire l'histoire du quinquennat de Hollande qui est la mise en orbite de Macron et la première expérimentation de sa politique avec "la loi travail" !

Voilà ce qu'est la gauche aujourd'hui. Un pur parti bourgeois, une avant-garde de la bourgeoisie. Certes, ce n'est pas la vieille bourgeoisie patrimoniale, catholique et nationaliste d'hier. C'est la fraction française de la "classe capitaliste transnationale" — je renvoie ici aux analyses de Leslie Sklair sur la "TCC". La gauche est plus propre à accueillir les éléments les plus modernes de la classe bourgeoise, ceux qui sont liés aux milieux des médias, du spectacle, de la culture marchandisée, de la "high tech". C'est aussi pourquoi la gauche est très accueillante à toutes les "réformes sociétales" (mariage homosexuel, action pro-trans, dénonciation des « discriminations » en tous genres, pourvu qu'on ne s'en prenne pas aux "discriminations sociales"). Dans un texte fameux, le club Terra Nova a proposé une théorisation de ce cours nouveau : délaisser les masses populaires, irrémédiablement passées à droite, pour s'intéresser à ce que Mélenchon appelle "le peuple urbanisé" et les populations issues de l'immigration.

Où en sommes-nous

La gauche existe toujours et il y a bien un clivage droite-gauche, mais c'est un clivage entre deux ailes du capital, ni plus ni moins. Et il n'est pas certain que la gauche du capital soit moins nocive que la droite. À certains égards, elle l'est même plus : elle est à la pointe de la dislocation de toute communauté nationale et par la même occasion de toute possibilité d'une action de résistance de la classe ouvrière. Elle nourrit des réactions qui seront nécessairement violentes contre les folies de l'époque. À part des décérébrés demi-instruits des mouvements universitaires, les "mâles blancs hétéros" ne sont pas nécessairement disposés à se laisser "déconstruire" ! et les nations ne sont pas disposées à se laisser créoliser. Mélenchon peut raconter toutes les bêtises qu'il aime tant à raconter en prétendant que le plat le plus populaire en France est le couscous et que nous serions donc déjà "créolisés" sans le savoir. Cette affirmation idiote est en outre factuellement fausse, l'expérience et les enquêtes le montrent abondamment.

Le peuple sait, intimement, que le seul lieu de redistribution, la seule protection sociale dont il dispose est celle qu'offre l'État-nation. Et c'est pour cette raison qu'il est massivement hostile à l'immigration dans laquelle il voit un facteur de dissolution de la nation et de la protection sociale qui va avec. Et c'est pour cette raison qu'il a déserté la gauche et vote massivement [qui il vote] pour les partis de la droite dite "populiste". En termes électoraux, le RN est bien devenu le "premier parti ouvrier de France". En réalité, les classes dominées, privées de leurs cadres politiques traditionnels, instrumentalisent ce qu'elles trouvent à leur portée, en pensant que cela peut bousculer le système. Je renvoie ici aux travaux stimulants de Christophe Guilluy ou encore aux deux derniers livres de Jérôme Sainte-Marie sur le "bloc populaire". On a pu observer les mêmes basculements en Grande-Bretagne où Boris Johnson a fait s'effondrer le "red wall" travailliste, mais aussi en Italie avec l'éphémère gouvernement "gialloverde" unissant les "5 étoiles" et la Lega de Salvini. On remarquera aussi que les tentatives de créer des mouvements contestataires "populistes de gauche" ont toutes tourné court, dès lors que ces mouvements ont reculé devant l'obstacle d'une rupture radicale d'avec la gauche bourgeoise : c'est le cas de LFI, de Podemos, des 5 étoiles.

Il est urgent de verser du vin nouveau dans des outres neuves et de réexaminer tout cela à la lumière de l'évolution des classes sociales. Car c'est aux fondamentaux qu'il faut revenir : comment, dans quels rapports et dans quelles conditions les hommes produisent-ils leurs conditions matérielles d'existence et donc produisent leur propre vie. Le chantier est immense : il y a du savoir à produire — alors que la recherche sociologique est phagocytée par les "gender studies", "post-colonial studies", et autres calembredaines de la même farine. Il est tout aussi nécessaire de balayer ce "buonismo", ce "bonnisme" bienveillant qui n'est qu'un mauvais breuvage destiné à nous brouiller la vue.

Denis COLLIN, philosophe.